

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
CANTON DE LODÈVE

COMMUNE DE LODÈVE

ARRÊTÉ

numéro
MLAR_211015_034

portant sur

DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT À L'ASSOCIATION DES CAUSSES MÉRIDIIONAUX

Le Maire de la commune de Lodève,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n°CC_20160519_020 du Conseil communautaire de la Communauté de communes Lodévois et Larzac du 19 mai 2016, relative à la désignation d'un délégué représentant chaque commune au sein de l'association des Causse Méridionaux,

VU les statuts de l'association des Causse Méridionaux, modifiés par l'Assemblée générale en sa séance du 30 août 2019, précisant la composition des trois collèges :

- le collège des membres actifs, comprenant les communes du territoire d'intervention,
- le collège des membres adhérents,
- le collège des membres associés,

CONSIDÉRANT que l'association des Causse Méridionaux est labellisée Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) depuis 2002,

CONSIDÉRANT que la Communauté de communes Lodévois et Larzac a depuis de nombreuses années participé aux projets de l'association des Causse Méridionaux et qu'elle y adhère pour les vingt huit communes de son territoire,

CONSIDÉRANT que depuis le changement des statuts de l'association en août 2019, chaque commune adhérente se doit de l'être en son nom,

CONSIDÉRANT que le projet associatif a été déterminé pour la période de 2019 à 2023,

ARRÊTE

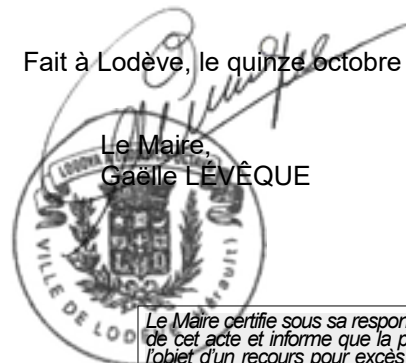
ARTICLE 1 : La désignation de David BOSC comme représentant de la Commune dans les instances de l'association,

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes et transmis au service du contrôle de légalité,

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera notifié à la personne concernée.

Fait à Lodève, le quinze octobre deux mille vingt et un,

Le Maire,
Gaëlle LÉVÊQUE



NOTIFICATION de David BOSC
le

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.